



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 14/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SICOGAZ

Kergrenne en Quéven
56530 Quéven

Références : LH/FD/E/2024
Code AIOT : 0005501999

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement SICOGAZ implanté Kergrenne - 56530 Quéven. L'inspection a été annoncée le 29/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICOGAZ
- Kergrenne - 56530 Quéven
- Code AIOT : 0005501999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SICOGAZ exploite au lieu-dit "Kergrenne" à QUEVEN un dépôt vrac et bouteilles de GPL (propane et butane) avec postes de chargement/déchargement de citernes routières. Le dépôt est soumis à Autorisation et classé Seveso Seuil haut.

L'établissement bénéficie d'un plan de prévention des risques technologiques approuvé le 27 février 2012.

L'inspection a porté, par sondage, sur le contrôle d'une mesure de maîtrise des risques instrumentée (MMRi) et le suivi des équipements sous pression (ESP).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-3	Sans objet
7	Tuyauteries non ESP	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maîtrise du vieillissement des MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Sans objet
2	Maîtrise du vieillissement des MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Sans objet
3	Maîtrise du vieillissement des MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Sans objet
4	Maîtrise du vieillissement des MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Sans objet
5	Maîtrise du vieillissement des MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au travers du contrôle par sondage réalisé, l'inspection a pu vérifier que l'exploitant a mis en place l'organisation et les outils pour assurer la gestion et la maîtrise du vieillissement des mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRI). S'agissant de la liste des équipements sous pression (ESP), il appartient à l'exploitant de la revoir pour qu'elle réponde aux exigences de l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maîtrise du vieillissement des MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, État initial
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un « établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R.511-10 du code de l'environnement » L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité. ...
Constats : Par sondage, l'inspection a contrôlé une MMRI décrite dans l'étude de dangers révisée en 2019. L'exploitant dispose des documents relatifs à l'état initial détaillé des différents équipements composant la MMRI contrôlée.
Nota ; une partie des constats est décrite en annexe confidentielle
Observations : Une inversion apparaît dans la fiche équipement de l'automate de sécurité concernant la numérotation des MMRI associées ; à mettre en cohérence avec le dossier MMR de l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Maîtrise du vieillissement des MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Programme de surveillance
Prescription contrôlée : A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.
Constats : L'exploitant a défini un programme de surveillance des équipements composant la MMRI contrôlée, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- les détecteurs de flamme contrôlés tous les 6 mois,- l'automate de sécurité testé annuellement,- les GMPI contrôlés annuellement. L'exploitant organise également annuellement le test de la chaîne complète de la MMRI, avec la vérification de tous les équipements de la chaîne de traitement, ce qui nécessite la présence simultanée des différentes sociétés de contrôle.
Nota ; une partie des constats est décrite en annexe confidentielle
Observations : L'exploitant a convenu de transmettre à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- le mode opératoire de contrôle des détecteurs flamme,- le mode opératoire du test de la boucle de sécurité MMRI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Maîtrise du vieillissement des MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Utilisation d'un guide professionnel ou méthodologie
Prescription contrôlée : L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.
Constats : L'exploitant s'appuie sur le guide méthodologique DT93 pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des Mesures de Maîtrise des Risques Instrumentées (MMRI) tel qu'explicité dans l'étude de dangers révisée en 2019 (volet « mise à jour des fiches de vie relatives aux MMRI »).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maîtrise du vieillissement des MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de contrôle
Prescription contrôlée : Présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
Constats : Par sondage, l'inspection s'est intéressée à la stratégie de contrôle des détecteurs de flamme. Celle-ci n'a pas suscité d'interrogations ni d'observations au regard des éléments fournis dans la fiche équipement correspondante.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Maîtrise du vieillissement des MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Résultats des contrôles
Prescription contrôlée : Résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;
Constats : Les détecteurs de flamme ont été contrôlés le 8 février 2023 sans remarque particulière avec l'indication de la prochaine échéance au 8/7/2023 (également notée dans leur fiche de vie). L'automate de sécurité a été contrôlé le 21 juin 2022 avec test de la boucle complète de sécurité MMRI. Les rapports de visite des 2 GMPI, effectuée le 6/7/2022, ont été présentés à l'inspection : ils ne relèvent pas d'anomalies. Leur fiche de vie renseigne l'échéance de renouvellement du contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-3
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Le tableau listant les équipements sous pression du site de QUEVEN n'est pas conforme à l'article 6-3 susvisé. Les données manquantes concernent notamment le régime de surveillance et la distinction entre les dates de réalisation de la dernière et prochaine inspection périodique (IP) et de la dernière et prochaine requalification périodique (RP).
Délai : 1 mois
Observations : Outre les mentions requises par l'article 6-3 susvisé, il est de bonne pratique de renseigner également le constructeur de l'équipement, son numéro et son année de construction, sa pression de service, son volume en litres (ou diamètre nominal si tuyauterie), le produit de sa pression de service par son volume (ou produit de sa pression de service par son diamètre nominal si tuyauterie), son régime de fabrication et enfin s'il est soumis à déclaration de mise en service et contrôle de mise en service.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Tuyauteries non ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Dossier
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables : 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

...

Constats :

Il appartient à l'exploitant de confirmer qu'aucune tuyauterie n'est hors champ ESP.

Dans le cas contraire, le PM2I pourrait s'appliquer, le cas échéant.

Délai: 1 mois

Type de suites proposées : Susceptible de suites

